Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-726** **07/09/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidature : 14 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

1 poste d'ingénieur coordinateur contrôle (F/H) (titulaire de catégorie A) à Compiègne (60).

Parcs nationaux :

- 1 poste de chef de projet du programme ALCOTRZ « CLIMATT » (F/H) au parc national du Mercantour (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Nice (06).

- 1 poste de technicien gestion des données patrimoniales et activités scientifiques (F/H) au parc amazonien de Guyane (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Rémire-Montjoly.

Business France :

1 poste de chargé de mission auprès du chef de département AGROTECH (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ - mise à disposition de 3 ans) à Paris 14è.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé de projet de recherche – Bactériologie (F/H) (agent contractuel – CDD de 3 ans) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projet de recherche – Sérologie (F/H) (agent contractuel – CDD de 2 ans) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (F/H) (agent contractuel – CDD de 12 mois) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (F/H) (agent contractuel – CDD de 6 mois) à Maisons-Alfort (94).

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

- 1 poste d'expert forestier (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Rome.

- 1 poste de forestier « Gestion durable des forêts dans le contexte de l'Agenda 2030 » (F/H) (titulaire de catégorie A – mise à disposition de 3 ans) à Rome.

- 1 poste d'analyste de marché auprès du système d'information sur les marchés agricoles « AMIS » (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ - mise à disposition de 3 ans) à Rome.

Ambassade de France :

1 poste d'adjoint au conseiller agricole à Londres à compétence régionale (Royaume Uni, Irlande) (F/H) (titulaire de catégorie A/A+).

Premier Ministre/ Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) :

1 poste d'adjoint au chef du secteur AGRAP « Agriculture-Alimentation-Pêche » (F/H) (catégorie A/A+ - mise à disposition) à Paris 7è.

Banque Mondiale :

1 poste d'expert en politiques agricoles (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ - mise à disposition de 3 ans) à Washington.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Ingénieur coordinateur contrôle (h/f)**
Affectation :	*Direction interrégionale Hauts-de-France Normandie – Service police – Pôle contrôles*
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de Service Police
Résidence administrative :	*Compiègne (60200)*
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Au sein du service police et plus particulièrement du pôle contrôle, participer à l'appui technique apporté aux inspecteurs de l'environnement chargés de la mise en œuvre de l'action réglementaire.

Coordonner les activités techniques et réglementaires de contrôle exercés par les services départementaux (SD) et l'unité spécialisée migrateurs (USM) de la direction inter-régionale Hauts-de-France – Normandie dans une perspective d'amélioration et de valorisation.

Contribuer à l'appui juridique en interne et le cas échéant auprès des partenaires. Le titulaire du poste aura plus particulièrement en charge les thématiques introduites par la création de l'AFB que sont les volets nature (espèces, espaces naturels) en lien étroit avec les services nature des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).
Il lui appartiendra ainsi de contribuer à la mise en place d'un réseau nature structuré, à l'instar du réseau eau existant dans les missions inter-services pour l'eau et la nature des dix départements couverts par la DIR Hauts-de-France Normandie

Il sera également amené à participer aux différentes instances et groupes de travail relatifs aux « pollutions diffuses ».

Activités principales :

- En lien avec le responsable du pôle contrôle, déployer les orientations, méthodes et outils conçus par la direction de la police ;

- Contribuer à l'animation de l'activité de police des services départementaux (SD) de l'AFB au moyen de réunions régulières, d'échanges bilatéraux, contribuer à la montée en compétence des SD sur les aspects nature ;

- Coordonner, et le cas échéant accompagner, les chefs de SD dans la conduite de leurs négociations relatives à l'élaboration de propositions dans le cadre des protocoles ou conventions partenariales ;

- Apporter un appui aux chefs de SD et de l'USM dans leur développement de relations avec les Parquets et les autres services chargés de missions de police, notamment avec les services nature des DREAL ;

- Apporter un appui aux chefs de SD et de l'USM dans leur développement de relations avec les Parquets et les autres services chargés de missions de police ;

- Participer en appui des chefs de SD aux réunions des réseaux départementaux des polices de l'environnement et assurer la représentation de la direction au niveau du réseau régional ;

- Apporter un appui à l'élaboration dans chaque département des propositions de l'établissement pour les plans de contrôle des préfets et contribuer à leur traduction en programme de contrôle pour la DIR et les SD;

- Contribuer à la rédaction de procédures, de documents de police et mobiliser les services à l'utilisation complète des outils internes ;

- Relayer la veille réglementaire et juridique réalisée par le département contrôles de la direction police ;

- Participer à la capitalisation des expériences police (procédures, relationnel) au sein du pôle contrôle ;

- Contribuer à la rédaction d'avis techniques conjoints avec les SD, l'USM ou les autres services de la direction sur dossiers à enjeux notamment réglementaires ou en matière de contrôle ;

- Réaliser le suivi et 'analyse des données d'évaluation de l'activité des SD en matière de contrôle conformément aux indicateurs nationaux ; alimenter le suivi national ;

- Contribuer à la définition du plan de formation des agents pour ce qui concerne les formations conçues par la direction police ou par les services partenaires et contribuer à la mise en œuvre de formations décentralisées.

Relations liées au poste

Relations internes

- Directions métiers et services rattachés (pôles études et recherches, antennes de façades, parcs naturels marins) ;
- Services départementaux, unité spécialisée et services thématiques de la direction régionale ;
- Directions (inter)régionales ;
- établissements rattachés ;
- Réseau des ingénieurs et techniciens police

Relations externes

- Services et opérateurs de l'Etat, (Directions départementales des Territoires et de la Mer (DDTM), DREAL, Direction inter-régionale de la Mer (DIRM) Manche Mer du Nord,...) , Agences de l'eau, collectivités territoriales ;
- Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces protégées, conservatoires des espaces naturels, conservatoire du littoral ;
- Parquets et parquets généraux, Gendarmerie Nationale

Profil recherché

Ingénieur fonctionnaire de catégorie A (ITPE, IAE etc…), ou ingénieur civil ou titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 avec une spécialité environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Solides connaissances techniques dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques
- Connaissances de la législation et de la réglementation du droit de l'environnement et du droit pénal

- Connaissance de l'exercice de la police de l'eau
- Connaissance de l'environnement institutionnel aux niveaux régional et départemental et au niveau bassins

Savoir-faire opérationnel
- Animation de réunion ;
- Sens de la concertation, de la négociation ;
- Capacité à représenter l'établissement ;
- Conduite de projet, fonctionnement en équipe transverse, sens du reporting ;
- Utiliser le système d'information métier et maîtriser les outils bureautiques et cartographiques ;
- Rédiger des documents, notes, synthèses techniques

Savoir-être professionnel
- Autonomie, savoir anticiper, planifier ;
- Esprit d'initiative, savoir être force de proposition ;
- Qualités relationnelles ;
- Travailler en réseau

Conditions de travail et contraintes du poste
- Permis B et déplacements fréquents sur le périmètre de la DIR ;
- Opérations en horaires décalés (sur des opérations de contrôle spécifiques et occasionnelles)

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DIRHDFN/CONT/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 septembre 2017

Parc national du Mercantour

Chef de projet du programme ALCOTRA« *CLIMATT*»

Le poste est à pourvoir à compter du 1 novembre 2017, par voie de détachement, de mise à disposition ou par contrat.
Il est ouvert prioritairement aux fonctionnaires de catégorie A ou - à défaut - aux agents contractuels.
Le poste est basé au siège de l'établissement du Parc national à Nice (06), au sein du Service Connaissance et gestion du Patrimoine,

La durée de l'engagement est de 30 mois.

Contexte

Le Parc est partenaire du programme ClimaTT : programme INTERREG ALCOTRA franco-italien qui associe également la Région Piémont, l'Agenzia regionale per la protezione ambientale (ARPA), le Parc national des Ecrins, l'Ente di Gestione delle Aree Protette Alpi Maritime, le Parco fluviale Gesso e Stura et l'Unione di comuni Langhe e Barolo. Ce programme a pour objectif d'étudier les impacts du changement climatique sur les milieux naturels et les activités humaines. Il vise également à mettre en place des actions innovantes d'atténuation du changement climatique avec les habitants des territoires et à accompagner les communes dans la mise en place de plan d'actions pour une énergie durable. Il combine à la fois des études scientifiques sur les espèces sensibles, une démarche de partenariat avec le monde agricole via le programme Alpages sentinelles et des opérations de sensibilisation de différents publics à la problématique du changement climatique et les moyens de limiter l'émission des gaz à effet de serre.

Missions

Participe aux différents COPIL du projet et assure la coordination des actions portées par le Parc national sur le plan technique et financier en lien avec la chargée de mission ingénierie financière.

Gère en direct les études scientifiques et le programme Alpages sentinelles et fait le lien avec les personnes ressources au sein du Parc sur les autres actions (intervention pilote sur les espèces invasives, travaux de rénovation de la maison de Parc de St Etienne de Tinée et muséographie autour du changement climatique, mise en place d'un programme de sensibilisation, accompagnement des communes dans des démarches de réduction des gaz à effet de serre, participation à l'organisation d'un séminaire de restitution du projet, summer school). Ce poste nécessitera des déplacements fréquents sur le territoire du projet.

Mission Alpages sentinelles :

- anime et déploie le dispositif sur 5 alpages nouveaux en lien avec la chargée de mission agropastoralisme et les services territoriaux du Parc
- coordonne le travaux des différents partenaires du projet (CERPAM et Chambres d'Agriculture)
- assure la mise en place des suivis prévus par le programme Alpages sentinelles
- participe aux groupes de travail techniques et formations piloté par l'IRSTEA
- échange avec le Parco AlpiMaritime dans le déploiement du programme sur leur territoire

Démarche Espèces patrimoniales :

- initie avec les chargés de mission du service Connaissance et Gestion du Patrimoine les protocoles de suivi et le cadrage des études concernant les espèces indicatrices du changement climatique,
- assure le lien avec le Conseil Scientifique du Parc national dans la définition de cadrage des études,
- participe aux inventaires des espèces et réalise l'animation des protocoles liés au projet ClimaTT,
- organise la formation des agents aux nouveaux protocoles,
- assure la collaboration avec le monde scientifique en lien avec la chargée de mission partenariats scientifiques.

Sur l'ensemble de la mission :

- intègre les résultats dans le format des bases de données du Parc,
- coordonne la rédaction des différents attendus du projet et rédige ceux dont il a la charge propre,
- valorise les connaissances acquises en interne et en externe.

De formation supérieure BAC+4/5, vous devez justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire.

Compétences

- Biologie/Ecologie/Gestion des Ecosystèmes et suivi des espèces
- Pratiques pastorales en contexte montagnard
- Conduite de projets européens
- Animation de réunions et de réseaux
- Réglementation des Espaces protégés et code de l'environnement
- Bureautique, SIG Indispensable
- Maîtrise de l'italien fortement souhaitée
- Capacités rédactionnelles

Qualités

- rigueur, autonomie, sens de l'organisation
- aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires dans un contexte pluriculturel
- Esprit de synthèse et d'analyse
- sens de l'initiative
- sensibilité à la protection de la nature dans un contexte de développement durable
- bonnes capacité à la marche en montagne

Modalités de recrutement

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle.
Les dossiers de candidature seront adressés par mail **avant le 22 septembre 2017**. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.

Les candidatures sont à adresser à :

Madame Nathalie Siefert (Chef du service Connaissance et Gestion des Patrimoines)
nathalie.siefert@mercantour-parcnational.fr

Madame Marie-Pierre Euzenot-Fürthauer (Secrétaire Générale)
marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Madame Vanessa Fayet (Assistante de la direction)
vanessa.fayet@mercantour-parcnational.fr

FICHE DE POSTE

TECHNICIEN(NE) GESTION DES DONNEES PATRIMONIALES ET ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiques des parcs nationaux, l'établissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : *« contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel »* et « *participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national»*.

Le Parc amazonien de Guyane inscrit ses activités scientifiques dans le cadre du Contrat d'Objectifs 2015-2017 / Etat – Etablissement public et des orientations et mesures retenues à la charte du Parc national approuvée le 28 octobre 2013 par décret. Elles entrent également en cohérence avec le document stratégique de politique de connaissance et de participation à la recherche scientifique validé par le Conseil scientifique du parc, instance consultative sur laquelle s'appuient l'Etablissement et ses équipes pour définir et mettre en œuvre les actions liées à la gestion des données et aux programmes d'études.

Résidence administrative : Rémire-Montjoly / Siège du PAG

Statut : Poste de catégorie B, ouvert prioritairement aux titulaires des trois fonctions publiques, aux contractuels sous quasi-statut Agence Biodiversité et par défaut aux contractuels de niveau équivalent, pour une durée de trois ans.

Missions :

Sous l'autorité du responsable scientifique, du chef de service des « patrimoines naturels et culturels », et en lien fonctionnel avec les délégations territoriales et les partenaires de l'Etablissement, le/la technicien(ne) en gestion des données patrimoniales et activités scientifiques :

Structuration des bases de données

- organise la structuration des bases de données patrimoines et scientifiques du Parc amazonien de Guyane, en lien avec le service systèmes d'information ;
- apporte un appui transversal à la création de base de données et applications fonctionnelles dans un cadre d'interservices ;
- Peut être amené(e) à apporter également un appui technique ponctuel au réseau des gestionnaires d'espaces naturels de Guyane (CENG).

Gestion & analyses des données

- centralise et contrôle les données et les intègre dans les bases naturalistes pour leur mise à jour et les atlas associés ;
- gère les flux de données, en lien notamment avec les partenaires scientifiques, associations naturalistes, l'Agence Française de la Biodiversité, et le dispositif régional et national du SINP ;
- participe à l'analyse des données et à la restitution des connaissances ;

Animation aux outils et production de données

- assure l'animation des agents autour des bases de données naturalistes développées au sein du parc, et plus généralement des remontées de données sur les patrimoines ;

En outre, le/la technicien(ne) :

- contribue à l'organisation des projets d'étude et de recherche : préparation, conventionnement, participation aux comités de pilotage, bilans, etc ;
- coordonne la publication annuelle des Cahiers scientifiques du Parc amazonien.
- peut être amené(e) à participer à l'organisation et à la réalisation de missions de terrain liées aux programmes scientifiques de l'Etablissement. Déplacements aériens, fluviaux et nuits en hamac.

Compétences :

- Expérience similaire de 3 à 5 ans appréciée.
- Maîtrise des outils de gestion et d'administration de données et de cartographie, notamment logiciel Access, PostGres / Post Gis, QGIS, langages de programmation (sql, html pour gestion site web serait un plus).
- Maîtrise d'applications de bases de données naturalistes.
- Bonne connaissance des méthodes d'élaboration de protocoles naturalistes, de gestion et de traitement de données environnementales. Connaissances en analyse biostatistique serait appréciées.
- Connaissance générale des grands groupes taxonomiques de Guyane, des enjeux de connaissance associés et en écologie serait un plus.

Aptitudes :

- Travail en équipe.
- Autonomie et pédagogie.
- Grande rigueur et organisation dans le travail
- Qualité d'animation en interservice
- Bonne capacité d'écoute et de dialogue avec les partenaires de l'Etablissement.
- Bonne aptitude à la rédaction.

Echéance de recrutement : 2 janvier 2018
Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 10 décembre 2017

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :
Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courriel à :
Bertrand GOGUILLON- Chef du service Patrimoines naturels et culturels
en-bgoguillon@guyane-parcnational.fr

Copie à Françoise LEMAITRE – Responsable RH
recrutements@guyane-parcnational.fr

Business France

Chargé(e) de Mission auprès du Chef de département AGROTECH

Classification du poste
• Catégorie A/A+ – Mise à disposition de 3 ans

Présentation de Business France

- Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations (direction EXPORT), ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France (direction INVEST). Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires (direction PROCOM). Elle gère et développe le Volontariat International en Entreprise (V.I.E.). Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 70 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.
  La direction EXPORT comprend quatre départements sectoriels : Industries & Cleantech, Art de vivre – Santé, Tech & Services, Agrotech.
  Le département Agrotech s'appuie sur un réseau de 60 collaborateurs basés à Paris et 150 dans les bureaux de Business France à l'étranger. Il réalisera notamment en 2017 50 pavillons France sur des salons internationaux agricoles et agroalimentaires ainsi qu'une soixantaine d'événements Business to Business (rencontres d'acheteurs, missions collectives découvertes, dégustations de produits) à l'étranger.

Fonctions principales

Sous l'autorité du Chef de département :

- **suivi des partenariats institutionnels du département Agrotech, notamment avec la DGPE (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation), en particulier :**
  - suivi de la Convention cadre BF-MAA au niveau opérationnel & reporting : sensibilisation des collaborateurs Business France aux attentes du MAA, explication des contraintes inhérentes à l'activité Business France, recherche de pistes d'amélioration ;
  - suivi de la Convention annuelle BF-MAA « Etudes & Statistiques » & reporting en lien avec le pôle études du service Filières agricoles et agroalimentaires ;
  - participation à la négociation et mise en place d'une nouvelle convention cadre BF-MAA et de modèles de conventions annuelles clarifiant la répartition des rôles entre le réseau régalien et le réseau commercial, recherche de synergies et promotion des bonnes pratiques entre la DGPE/BEPI et le département Agrotech d'une part, et les Conseillers Export Business France et les Conseillers agricoles d'autre part ;
  - contribution de BF à la Journée Export du MAA et de ses partenaires ;
  - participation à l'ensemble des initiatives croisées visant à favoriser l'internationalisation du secteur agricole et agroalimentaire (diffusion de l'information, mise en place de projets communs, missions Ministres, gestion des crises etc.).
- suivi de la contribution de Business France à la mise en œuvre du plan stratégique 2017-2021 pour le développement des exportations et l'internationalisation des entreprises agricoles, agroalimentaires, forêt-bois et produits bio-sourcés.
- **mise en place d'un cadre de dialogue permanent avec les organisations interprofessionnelles** : consultation des organisations professionnelles sur les grandes orientations du département Agrotech au niveau opérationnel, dialogue institutionnel continu (participation aux réunions du CLIAA), médiation en cas de litiges, rédaction d'un rapport annuel sur l'activité des interprofessions à l'international.
- **renforcement du lien avec les Régions françaises** : suivi de la mise en œuvre des Conventions de partenariat avec les opérateurs régionaux, participation aux réunions du Cercle des régions & reporting, recherche de synergies entre l'opérateur public national et les opérateurs régionaux pour améliorer l'accompagnement des entreprises agricoles & agroalimentaires, dialogue continu avec le réseau des DRAAF et des référents export.

- **suivi des projets de promotion agricole & agroalimentaire au niveau européen** : représentation du département Agrotech au sein du Comité de liaison des organismes européens de promotion agricole et agroalimentaire, recherche des axes possibles de coopération avec les autres opérateurs européens et la Commission européenne, recherche de financements européens pour des actions export, notamment dans le cadre des appels à projet de la DG agri.

Autres fonctions

- Pilotage & mise en œuvre **d'événements à forte connotation politique & institutionnelle** (France Pays à l'Honneur, missions Ministre, accueil de Ministres & délégations étrangères à Paris, grands salons en France du type SIAL (en coordination avec les autres « métiers » de BF), projets structurants avec des Régions) ;
- Réponse aux **demandes des Cabinets ministériels et des différentes Directions** (DEEI, DGPE, DGT) ;
- Négociation et mise en œuvre de **Conventions de partenariat** avec les principaux représentants de l'écosystème agroalimentaire (aspects institutionnels et non commerciaux) ;
- Au cas par cas, possible **représentation du département AGROTECH pour des réunions externes**, prise de parole lors d'interventions en région ou auprès de partenaires ;
- Participation active à la **communication** sur les activités et les savoir-faire du département AGROTECH, gestion des relations presse en lien avec la Direction PROCOM.

Compétences requises

- Expérience du réseau public agroalimentaire (administration centrale & Ambassade/SER, organismes professionnels du secteur)
- Qualités de rédaction et de synthèse
- Capacité à réaliser des exposés, à prendre la parole en public
- Qualités relationnelles, aptitude à la négociation
- Excellente maîtrise écrite et orale de l'anglais
- Maîtrise des outils informatiques & des réseaux sociaux

Moyens

Le ou la titulaire du poste pourra bénéficier des moyens humains et financiers dédiés de façon transversale du département agroalimentaire (mais sans lien hiérarchique et management direct).

- ✓ Suivi budgétaire & reporting : 1 responsable de gestion
- ✓ Secrétariat : 1 assistante de Direction partagée avec le Chef de département
- ✓ Suivi des opérations & des relations avec le réseau Agrotech : 1 chargé de mission
- ✓ Mise en œuvre commerciale des projets : 1 Ingénieur Grand Compte

Contacts

- Frédéric LAMBERT Chef du service Europe et International
  Tel : 01 49 55 46 44 mail : frederic.lambert@agriculture.gouv.fr
- Héloïse PESTEL, Sous-directrice International
  Tel : 01 49 55 53 41 mail : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- Xavier PACHOLEK Chef du Bureau Exportations et partenariats internationaux
  Tel : 01 49 55 45 64 mail : xavier.pacholek@agriculture.gouv.fr

Date : 05/09/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet de recherche - Bactériologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort Unité des zoonoses bactériennes
Missions / contexte	L'Unité UZB du Laboratoire de santé animale de Maisons Alfort (25 agents) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine et dont les conséquences économiques en élevage sont généralement importantes dont la brucellose. L'Unité UZB est en particulier Laboratoire National de Référence, Laboratoire de Référence Européen et Laboratoire International de Référence OIE/FAO pour la brucellose animale. Dans ce cadre, les missions de l'Unité UZB consistent à assurer un diagnostic de référence, à réaliser des contrôles officiels et à améliorer, à harmoniser et à standardiser les méthodes de diagnostic, tout en développant des activités Recherche.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en lien avec le responsable d'équipe brucellose, le chargé de projet aura pour mission de coordonner au quotidien les activités de référence et de recherche menées sur le genre bactérien *Brucella* sp., principalement en bactériologie et dans le cadre du mandat européen de référence (LRUE) pour la Brucellose :

A ce titre l'agent devra :

Activités

- Etre un appui technique et scientifique pour les activités de référence en bactériologie dans le cadre des mandats du laboratoire de référence ; communication avec les autorités vétérinaires et les laboratoires du réseau des laboratoires nationaux de référence du LRUE (expertise, gestion des foyers…)
- Coordonner, valider et interpréter des résultats d'analyses bactériologiques de confirmation (identification, typage) et contrôles de vaccins.
- Réaliser et conduire des projets de recherche-développement en lien avec les priorités de l'équipe, dont la caractérisation des *Brucella*, l'étude des interactions hôte – agent pathogène ; par exemple, développement et validation de méthodes de diagnostic plus performantes ; études d'excrétion, développement de modèles de culture cellulaire pour l'étude fonctionnelle des *Brucella*….
- Assurer un appui et une suppléance aux autres secteurs d'activité de l'équipe, notamment immuno-sérologie et biologie moléculaire
- Valoriser des travaux (communications, publications)
- Participer à l'organisation des évènements prévus dans le cadre du LRUE

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec la manipulation des animaux de laboratoire et avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en zone de laboratoire de niveau 3 (hautement protégé)
- Manipulation potentiellement de produits dangereux nécessitant un respect strict des procédures.
- Accord pour un suivi médical spécifique

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+3 minimum

Doctorat universitaire ou vétérinaire, ayant une formation en bactériologie

Connaissances en culture cellulaire / biologie moléculaire souhaitées.

Expériences similaires

Expérience en laboratoire confiné souhaitée, si possible en bactériologie

Compétences

- Solides connaissances en bactériologie
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique et technique
- Exploitation et interprétation des données expérimentales
- Connaissances en culture cellulaire
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Organisation, autonomie et rigueur
- Maîtrise des logiciels usuels de bureautiques

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2017

Renseignements sur le poste : Virginie Mick (virginie.mick@anses.fr), Claire Ponsart (claire.ponsart@anses.fr),

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-102 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/09/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet de recherche - Sérologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (2 ans)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort Unité des zoonoses bactériennes
Missions / contexte	L'Unité UZB du Laboratoire de santé animale de Maisons Alfort (25 agents) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine et dont les conséquences économiques en élevage sont généralement importantes dont la brucellose. L'Unité UZB est en particulier Laboratoire National de Référence, Laboratoire de Référence Européen et Laboratoire International de Référence OIE/FAO pour la brucellose animale. Dans ce cadre, les missions de l'Unité UZB consistent à assurer un diagnostic de référence, à réaliser des contrôles officiels et à améliorer, à harmoniser et à standardiser les méthodes de diagnostic, tout en développant des activités Recherche.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en lien avec le responsable d'équipe brucellose, le chargé de projet aura pour mission de coordonner au quotidien les activités de référence et de recherche menées sur le genre bactérien *Brucella* sp., principalement en immuno-sérologie et dans le cadre des mandats de référence pour la Brucellose :

A ce titre, l'agent devra :

Activités

- Etre un appui technique et scientifique pour les activités de référence en immuno-sérologie dans le cadre du mandat européen de laboratoire de référence ; communication avec les autorités vétérinaires et les laboratoires du réseau (expertise, gestion des foyers…)
- Coordonner, valider et interpréter des résultats d'analyses sérologiques de confirmation et contrôles de produits biologiques (réactifs, kits, brucelline).
- Réaliser et conduire des projets de recherche-développement en lien avec les projets du mandat européen de laboratoire de référence pour la Brucellose ; par exemple, développement et validation de méthodes de diagnostic plus performantes ; études d'excrétion, enquêtes épidémiologiques chez différentes espèces animales exposées à *Brucella*….
- Assurer un appui et une suppléance aux autres secteurs d'activité de l'équipe, notamment bactériologie et biologie moléculaire
- Valoriser les travaux (communications, publications)

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec la manipulation des animaux de laboratoire et avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en zone de laboratoire de niveau 3 (hautement protégé)
- Manipulation potentiellement de produits dangereux nécessitant un respect strict des procédures.
- Accord pour un suivi médical spécifique

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 3 minimum

Vétérinaire ou master 2, ayant une formation en immuno-sérologie

Diplôme en expérimentation animale

Connaissances en bactériologie / biologie moléculaire souhaitées.

Expériences similaires

Expérience en laboratoire souhaitée, si possible en immunologie

Compétences

- Solides connaissances en immuno-sérologie
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique et technique
- Exploitation et interprétation des données expérimentales
- Connaissances en épidémiologie animale
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Organisation, autonomie et rigueur

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2017

Renseignements sur le poste : Virginie Mick (virginie.mick@anses.fr), Claire Ponsart (claire.ponsart@anses.fr),

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-103 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/09/2017

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA) comprend huit agents. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé et bien-être des animaux », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés, dont un dédié au bien-être des animaux. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

• Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé et bien-être des animaux » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.

• Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.

• Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.

• L'agent recruté pour ce poste sera également en charge de travaux statistiques en lien avec les données quantitatives fournies dans les saisines.

• Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction des projets d'avis.

• Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;

• Assurer les activités de veille dans les domaines d'activité de l'Unité ;

• Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Vétérinaire avec formation en épidémiologie quantitative
Bac+3 minimum

Expériences similaires

Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, serait appréciée. Cette expérience pourrait consister en une thèse d'université.

Compétences

- Compétences en statistiques appliquées à l'épidémiologie
- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Connaissance de l'environnement réglementaire de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux ;
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, logiciels type « R », SAS, Stata).
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2017

Renseignements sur le poste : UERSABA: Charlotte Dunoyer (charlotte.dunoyer@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2017-104 à recrutement@anses.fr**

Date : 05/09/2017

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'évaluation des risques (DER) Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Missions / contexte	Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA) comprend huit agents. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé et bien-être des animaux », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés, dont un dédié au bien-être des animaux. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

- Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé et bien-être des animaux » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.
- Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.
- Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.
- L'agent recruté pour ce poste sera également en charge de travaux statistiques en lien avec les données quantitatives fournies dans les saisines.
- Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction des projets d'avis.
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;
- Assurer les activités de veille dans les domaines d'activité de l'Unité ;
- Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+3 minimum
Bac + 5 en sciences du vivant (vétérinaire, agronomie, santé publique,…).
Formations complémentaires appréciées dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, bien-être des animaux.

Expériences similaires

Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, serait appréciée.

Compétences

- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Connaissance de l'environnement réglementaire de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, logiciels type « R », SAS, Stata).
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2017

Renseignements sur le poste : UERSABA: Charlotte Dunoyer (charlotte.dunoyer@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2017-105 à recrutement@anses.fr**

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)

Expert forestier

au Département des Forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la contribution des produits ligneux aux produits forestiers et à l'équipe des statistiques de la bioéconomie

Catégorie: A - A +
Cotation poste : 2

Présentation de l'environment professionnel

L'équipe, chargée des produits forestiers et des statistiques, fait partie de la Division des politiques et des ressources forestières de la FAO; elle travaille sur les produits forestiers (ligneux et non-ligneux) et fournit aussi régulièrement des statistiques mondiales sur les produits forestiers. Ce travail s'inscrit dans l'ensemble des contributions de ce département au cadre stratégique de la FAO; il se concentre particulièrement sur l'Objectif stratégique 4, qui porte sur les chaînes de valeurs inclusives et durables, mais se mobilise également sur l'Objectif stratégique 5 sur la résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises. Du fait que la FAO a aligné ses objectifs stratégiques sur les Objectifs de développement durable (ODD), le travail de l'équipe se propose d'aider les divers pays à atteindre, notamment, l'objectif 7 (énergie propre, à un prix abordable), l'objectif 8 (du travail décent et de la croissance économique), l'objectif 12 (production et consommation durables) et l'objectif 15 (la vie sur la terre).

Contexte

Afin de pouvoir atteindre les Objectifs de développement durable et face aux défis que représentent le changement climatique et l'augmentation de la population mondiale, il est nécessaire que le monde adopte un paradigme de développement qui fasse un usage plus efficace et durable de ressources naturelles qui se raréfient. La bioéconomie utilise des ressources biologiques renouvelables, issues de la terre et de la mer – telles que les récoltes les forêts, le poisson, les animaux et les micro-organismes – pour produire de la nourriture, des matériaux et de l'énergie. Par exemple l'Europe s'est déjà engagée dans la bioéconomie au moyen d'une stratégie de bioéconomie en 2012.

Le bois est un matériau écologique (biodégradable et renouvelable, de plus il stocke du carbone et représente, de ce fait, un potentiel important dans le cadre de la bioéconomie, grâce à la fourniture d'un vaste éventail de produits, allant des bioplastiques aux emballages à base de bois, des matériaux de construction aux biocarburants modernes. À partir du bois on peut développer des chaînes de valeur efficaces et durables qui optimisent la valeur ajoutée tout en réduisant les déchets. On se réfère souvent à ce phénomène comme à « l'usage en cascade des produits forestiers ». Des exemples de ces chaînes de valeur existent d'ores et déjà et au cours des dernières années de nombreuses recherches ont porté sur les nouveaux produits ligneux innovants, y compris les biocarburants liquides issus du bois destinés à l'industrie aéronautique.

Néanmoins, dans le contexte de la bioéconomie, on n'a pas encore pris la pleine mesure du potentiel du bois, ni bien exploité celle-ci dans de nombreux pays, en raison du manque d'information, de connaissances et de technologie. En tant que structure d'organisation du savoir, la FAO est en mesure de fournir une base d'informations et de diffuser celles-ci aux pays membres.

Objectifs du poste

1. Fournir des preuves (données, informations) sur le rôle des produits issus du bois dans la bioéconomie et la contribution qu'ils peuvent apporter dans la réalisation des ODD pertinents;
2. Proposer des options techniques en vue de chaînes de valeur efficaces et durables faisant intervenir des produits ligneux sous diverses formes (petite/grande échelle ; pays en voie de développement/ pays développés);
3. Rendre l'information disponible grâce à divers médias de communication (publications, réunions, conférences, etc).

Description des tâches à entreprendre

1) Compilation et analyse des informations à partir de la documentation disponible sur les diverses contributions des produits ligneux à la bioéconomie;
2) Compilation des informations sur les produits ligneux inovants qui existent et les technologies qui font partie ou ont le potentiel de faire partie des chaînes de valeur en cascade relatives au bois;
3) Développement d'études de cas de chaînes de valeur efficaces à partir du bois, y compris l'utilisation en cascade du bois, avec intégration de l'aspect bio-énergétique;
4) Analyse spécifique du rôle de la bio-énergie issue du bois dans la chaîne de valeur;
5) Identification des facteurs de succès à partir des études de cas, puis élaboration de recommandations pour les diverses options de création de chaînes de valeur durables à base de produits ligneux;
6) Développement d'outils de communication afin de diffuser l'information et la connaissance sur les contributions des produits ligneux à la bioéconomie.

Capacités requises

Expérience approfondie de l'ingénierie/de la recherche en environnement;
Excellente connaissance de l'industrie de transformation du bois et des marches des produits du bois;
Expérience avérée de la foresterie et/ou des produits du bois, de préférence dans le contexte européen ou international;
Parfaite connaissance de l'anglais et du français.

Durée de la mission: 3 ans (renouvelable deux fois un an maximum) située à Rome, Italie

Personnes à contacter :

- Héloïse Pestel : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- Véronique Borzeix : veronique.borzeix@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à
Clément de Carheil, BMSA-DGPE : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A

Poste de Forestier : Gestion durable des forêts dans le contexte de l'Agenda 2030

Mise à disposition à la FAO – Rome, Italie

(Durée 3 ans)

Niveau parcours professionnel : 2

Contexte organisationnel

La Direction des politiques et des ressources forestières mène le travail de la FAO dans la promotion de la gestion durable des forêts et le leadership sur les dimensions environnementales, sociales et économiques de la foresterie, y compris ses contributions à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Il assure la liaison avec les pays membres, la société civile et le secteur privé dans des domaines allant du développement de politiques forestières efficaces aux problèmes de conservation et de gestion des forêts et renforce le rôle des forêts dans l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. La Division recueille, analyse et diffuse également des informations sur les ressources forestières mondiales et sur la production, le commerce et la consommation de produits forestiers et forestiers non ligneux.

Le poste est situé dans l'équipe de gestion des ressources forestières, Division des politiques forestières et des ressources, FOA.

Lignes de reporting

L'agent forestier est rattaché à l'équipe de la gestion des ressources forestières, sous l'autorité du Chef d'équipe et la direction générale du Chief des politiques et ressources (D1).

Accent technique

Soutien aux travaux de la FAO en matière de gestion durable des forêts axés sur une revue des pratiques et politiques de gestion dans le contexte de l'Agenda 2030. L'agent forestier participera à un travail intersectoriel qui comprend la foresterie, l'agriculture, l'élevage et la pêche, contribuant à l'objectif stratégique de la FAO de rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et durables (objectif stratégique 2).

Résultats clés

Apporter une expertise technique et politique pour appuyer la planification, le développement et la mise en œuvre de programmes, projets, produits et services du Département / Division conformément aux objectifs du Département / de la Division et aux Objectifs stratégiques de la FAO.

En particulier, l'agent forestier contribuera à identifier les adaptations nécessaires dans les pratiques et approches de gestion durable des forêts dans le contexte de l'Agenda 2030, qui requière une approche véritablement multidimensionnelle pour répondre aux objectifs du développement durable (ODD) et maximiser la contribution des forêts pour atteindre ces ODD au-delà de l'ODD 15.

Fonctions spécifiques

- En collaboration avec les équipes concernés du Département forêts et autres, mener des analyses et actions qui puissent contribuer à soutenir la mise en œuvre des pratiques et politiques de gestion durable des forêts dans le contexte de l'Agenda 2030 qui répondent aux besoins multidimensionnels soulignés par les ODDs, en particulier ce qui concerne les aspects de sécurité alimentaire, de l'utilisation durable de la biodiversité et de l'exigences lié au changement climatique (besoins d'atténuation et d'adaptation) – au-delà des objectifs d'une utilisation durable et rentable des ressources forestières.
- Un point d'entrée pourrait constituer une revue de l'application des critères et indicateurs en faveur d'une gestion durable des forêts et la mesure dans laquelle cela couvre le rôle les forêts peuvent jouer pour atteindre les ODD.
- Sur la base d'études régionales (revue d'études de cas), collecter de l'information émergente pour faire un état des lieux des expériences pertinentes afin d'identifier des bonnes pratiques en faveur d'une gestion multifonctionnelle dans le contexte de l'Agenda 2030.
- Fournir un soutien technique aux pays et aux projets techniques selon les besoins.
- Accomplir d'autres fonctions selon les besoins.

Conditions à remplir

- Diplôme universitaire de niveau supérieur en foresterie, en gestion des ressources naturelles, ou dans un domaine lié aux forêts
- 7 ans au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion durable des forêts ou des ressources naturelles.
- Expérience de travail dans les pays tropicaux, notamment en Afrique francophone, idéalement dans la mise en œuvre des projets de gestion durable des forêts (plans d'aménagement) avec notions de l'approche territoriale (landscape approach).
- Expérience dans l'organisation de réunions internationales, de séminaires et de cours de formation.
- Expérience confirmée dans la rédaction des rapports/documents/notes.
- Aptitude confirmée en matière d'analyse, de coordination, de négociation et de conseils
- Connaissance courante de l'anglais et du français ; excellentes compétences en matière de communication orale et écrite y compris en anglais
- Aptitude à travailler en équipe, et en contexte multiculturel et multidisciplinaire.
- Aptitude à mobilier de ressources.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- Héloïse Pestel : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- Véronique Borzeix : veronique.borzeix@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à
Clément de Carheil, BMSA-DGPE : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Analyste de marché auprès du système d'information sur les marchés agricoles AMIS (Mise à disposition auprès de la FAO-ROME)

Prise de poste souhaitée pour le 01/02/2018

Niveau parcours professionnel: 2

CONTEXTE :

Dans le cadre de la présidence française en 2011, les ministres de l'agriculture des pays du G20 ont décidé de lancer un système d'information sur les marchés agricoles (Agricultural Market Information System - AMIS) pour améliorer la production et l'échange de données sur les marchés agricoles au niveau mondial et éviter la répétition d'épisodes d'instabilité des marchés et de crises alimentaires. AMIS couvre le blé, le maïs, le riz et le soja, quatre productions agricoles majeures sur les marchés mondiaux et essentielles au regard des enjeux de sécurité alimentaire. 27 pays et l'Union européenne prennent part à l'initiative (cf : http://www.amis-outlook.org/home/en/)

Le Secrétariat d'AMIS, qui regroupe 11 organisations internationales dont la FAO, la Banque Mondiale, l'OCDE, l'OMC et le Conseil International des Céréales, est hébergé par la FAO à Rome. Depuis son lancement, AMIS bénéficie du soutien de la France en particulier par la mise à disposition d'un expert auprès du Secrétariat.

Après cinq années de fonctionnement, AMIS est désormais reconnu au niveau international comme une instance clé permettant le dialogue technique et la coordination politique autour des quatre commodités suivies. Grâce à la contribution régulière des pays participants et au travail concerté des 11 organisations internationales du secrétariat, AMIS publie chaque mois un bilan prévisionnel au niveau mondial de l'offre et de la demande pour ces quatre commodités. Au sein de ces bilans, l'alimentation animale a été identifiée comme un débouché majeur pour les productions suivies. Ainsi, un des futurs chantiers à mener au sein d'AMIS pour ce qui concerne ces utilisations sera de faire un examen approfondi des méthodes d'estimation des données relatives aux utilisations en alimentation animale et de proposer des pistes d'améliorations afin de renforcer encore la qualité des données d'AMIS.

Initié lors de la réunion ministérielle du CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) de septembre 2012 à Malte et officialisé en février 2014 à Alger, le réseau méditerranéen d'information sur les marchés agricoles, MED-Amin (MEDiterranean Agricultural Markets Information Network) suit les mêmes objectifs de transparence des marchés et de lutte contre la volatilité excessive des prix des produits alimentaires sur le bassin méditerranéen. MED-Amin est hébergé par le CIHEAM qui en assure le secrétariat et travaille en étroite collaboration avec le secrétariat d'AMIS et la FAO.

La mise à disposition d'un expert du MAA vise dans ce contexte à poursuivre l'appui aux activités d'AMIS et contribuer à l'appui fourni à MED-Amin par le secrétariat d'AMIS.

NATURE DE L'ACTIVITÉ

Sous la responsabilité du Secrétaire exécutif d'AMIS, il s'agit de participer aux travaux menés au sein d'AMIS en ce qui concerne l'analyse et le suivi des marchés (offre, demande, stocks, prix) des principales productions agricoles au niveau mondial mais aussi au niveau des marchés nationaux des différents pays membres, et notamment par :

- L'animation du réseau des référents techniques et experts des pays membres (ou « points focaux » nationaux), qui constituent le « Groupe d'information » d'AMIS, afin d'assurer la mise à jour et la transmission régulière de bilans de l'offre et de la demande prévisionnels pour les quatre cultures suivies par AMIS (blé, maïs, riz et soja) ainsi que le renforcement des capacités et la formation des points focaux.

- La contribution à l'amélioration des méthodologies d'estimation et de prévision dans la construction des bilans offre/demande, en particulier en ce qui concerne les différents postes d'utilisation. En premier lieu, un travail analytique doit être conduit sur la composante alimentation animale des bilans offre/demande pour les quatre cultures suivies par AMIS (blé, maïs, riz et soja). Il s'agira :
    - d'engager des discussions avec les points focaux nationaux du Groupe d'information d'AMIS sur les méthodes d'estimation de la composante alimentation animale qu'ils utilisent pour construire leurs bilans nationaux.
    - d'évaluer les estimations concernant l'alimentation animale dans les bilans offre/demande établis par AMIS, en prenant en compte le développement des productions animales dans les pays couverts par AMIS.
    - d'effectuer une analyse critique des bilans offre/demande établis par AMIS afin d'en améliorer la composante alimentation animale.

  Ce travail pourra ensuite être étendu à d'autres postes d'utilisation comme l'alimentation humaine et les utilisations industrielles.

- La participation aux réunions de travail d'AMIS (soit celles du « Groupe d'information », qui se réunit deux fois par an, et celles du « Forum de réaction rapide », l'instance de dialogue politique et décisionnelle où sont évoquées la situation de marché et les éventuelles réponses politiques à apporter en cas de situation à risque, qui se réunit au moins une fois par an) et la contribution à leur préparation en lien étroit avec le Secrétaire exécutif d'AMIS et le chef de projet.

- Le soutien au réseau méditerranéen MED-Amin dont le secrétariat est assuré par le CIHEAM (appui en termes de méthodologies, participation aux réunions et aux actions de formation).

- La contribution à diverses activités menées dans le cadre du programme de travail d'AMIS.

FORMATION-EXPERIENCE

Diplôme	Formation de niveau supérieur dans les domaines de l'agro-économie ou de l'économie.
Expérience	Une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'analyse des marchés et/ou de commodités et/ou de bilan économiques des filières et/ou de l'utilisation des céréales dans l'alimentation animale.

QUALITES REQUISES

Bonne maîtrise immédiate de l'anglais (lu, parlé, écrit).

Compétences en traitement des données chiffrées et en leur analyse.

Bonnes capacités de synthèse et de rédaction.

Aptitude au travail en équipe et dans un contexte international et multiculturel.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE :
01 49 55 45 08 heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Ludovic LARBORDIERE Chef du Bureau Mondialisation et Sécurité Alimentaire BMSA – DGPE :
01 49 55 48 66 ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à
Clément de Carheil, BMSA-DGPE : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) au conseiller agricole à Londres à compétence régionale (Royaume Uni, Irlande)

Catégorie A/A+

Niveau de classement parcours professionnel : 3

Nature de l'activité :
Dans le cadre du réseau agricole à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) sont mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Londres.

Objectifs
Leurs missions sont les suivantes :
- mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État français sur les secteurs et sur les politiques agricoles, agroalimentaires, de la forêt et de la pêche du Royaume Uni et de l'Irlande
- mission générale de relais local des positions et démarches de l'État français auprès des autorités locales et des acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises
- mission générale d'accompagnement de l'Etat à la promotion des exportations
- une relation étroite avec la délégation de l'Union Européenne et les ambassades des Etats membres sur place dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun.

Description des missions
Sous l'autorité du Conseiller agricole, l'adjoint assiste ce dernier pour l'ensemble de ses missions.
Dans le contexte du Brexit, l'adjoint au conseiller agricole sera tout particulièrement en charge du suivi et de l'examen des travaux de transposition et d'adaptation du cadre réglementaire européen dans le droit britannique par le Parlement et les autorités dévolues (a minima 12000 textes réglementaires à transposer dont 45% relèvent du département en charge de l'environnement, l'agriculture, l'alimentation, la pêche et les affaires rurales).
Une attention particulière et un travail de suivi et d'analyse très approfondi seront conduits plus particulièrement sur les questions de la pêche, sanitaires, phytosanitaires, ou relatives aux normes et à la définition des produits,, à la reconnaissance des produits sous signe d'origine et de qualité ou de façon générale à la propriété intellectuelle.
Il s'agira :
- de s'assurer que l'ensemble de la réglementation est bien transposée en l'état dans le droit britannique sans aménagement ni modification qui pourraient peser sur nos échanges et notre compétitivité et le cas échéant d'en évaluer les conséquences ;
- , de suivre les travaux parlementaires comme les négociations commerciales avec les pays tiers qui pourraient conduire à une divergence des normes et exigences, de relever les difficultés des entreprises, d'apporter son appui et son expertise dans le cadre des discussions d'accords de reconnaissance mutuelle et d'équivalence qui pourraient être négociés.
L'adjoint au Conseiller agricole sera également chargé de suivre les négociations sanitaire et phytosanitaire dans le cadre de la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

Zone d'activité :
Royaume Uni et Irlande

Profil recherché :

- Formation / Savoir :
  - inspecteur de la santé publique vétérinaire,
  - bonnes connaissances des procédures liées à l'exportation et l'importation,
  - du système de sécurité sanitaire et phytosanitaire européen ainsi que des entreprises agroalimentaires;
  -
  - Connaissance pratique de l'environnement institutionnel européen
  - une bonne compréhension de la PAC et de la PCP serait un plus.

- Savoir faire
  - curiosité, esprit d'initiative et de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets
  - expérience en termes de négociations internationales
  - Intérêt pour les questions économiques et commerciales et pour les politiques agricole et de la pêche
  - sens des contacts humains, capacité de travail en équipe
  - pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales,
  - pratique indispensable de l'anglais
  - autonomie en matière bureautique.

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Frédéric MICHEL – Sous-Directeur Europe – DGPE : 01 49 55 45 57
frederic.michel4@agriculture.gouv.fr
Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL - 01 49 55 81 20 – stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Clement de Carheil clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Premier ministre
Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)

Adjoint(e) au Chef du secteur AGRAP « Agriculture – Alimentation – Pêche »

N° du poste :
Catégorie : A confirmé ou A+ dans le cadre d'une mise à disposition
Poste vacant automne 2017

<table>
<tr><td>MISSIONS DE LA STRUCTURE</td><td colspan="2">Le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne.
Au sein du SGAE le secteur AGRAP est chargé d'assurer la cohérence et l'unité de la position française portée au sein des institutions de l'Union européenne dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, chargé de la coordination interministérielle des dossiers relatifs aux productions animales et à la pêche et particulièrement :
• des organisations communes des marchés dans les secteurs des productions animales (produits laitiers et viandes) ;
• des questions relatives à la politique commune de la pêche (TAC et quotas, accords internationaux de pêche, financement de la pêche, organisation commune des marchés de la pêche) ;
• des aides d'Etat relevant du secteur de la pêche.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</td><td colspan="2">• préparation et participation à des réunions à Bruxelles et à des réunions interministérielles ;
• coordination interministérielle, afin d'assurer la transmission des informations et la validation des positions ;
• envoi d'instructions à la Représentation permanente auprès de l'UE ;
• élaboration de notes de synthèse, d'alerte et de position pour le cabinet du Premier ministre et divers types de dossiers, notamment ceux du Conseil Agriculture et Pêche ; participation à des réunions interministérielles sous l'égide du Cabinet du Premier ministre ;
• rédaction de comptes-rendus de réunions.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">L'agent travaillera en relation étroite avec l'ensemble des ministères et organismes chargés des questions relatives à la pêche et aux produits animaux.
L'agent travaillera également en relation étroite avec la RP auprès de l'UE, ainsi qu'avec les autres secteurs du SGAE, en particulier les secteurs chargés des aspects juridiques (JUR), environnementaux (ITEC), relatifs aux Aides d'Etat (MICA) et à la politique de cohésion (TREG) et avec le conseiller chargé du suivi des négociations sur la sortie du Royaume uni de l'Union européenne.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Connaissance approfondie des structures administratives françaises et européennes dans le secteur de la pêche et de l'agriculture
- Maîtrise de l'anglais (lu, écrit).</td><td>- Réactivité et ouverture d'esprit.
- Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse.
- Sens de l'initiative et du dialogue.
- Rigueur.
- Capacité d'adaptation aux contraintes imposées par l'activité de l'UE.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV à M. Gregory VILLAR, chargé des ressources humaines, du budget et de la logistique au SGAE par courriel : gregory.villar@sgae.gouv.fr
Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de Mme. Maud FAIPOUX, Chef du secteur AGRAP (tél: 0144871019 ; maud.faipoux@sgae.gouv.fr)</td></tr>
</table>

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Expert en politiques agricoles mis à disposition auprès de la Banque Mondiale

(Banque Mondiale, Washington, DC, USA)

Prise de fonction : début 2017

Niveau parcours professionnel: 3

CONTEXTE :

Les efforts de la Banque Mondiale pour faciliter un développement rural inclusif et durable dans la région Afrique requièrent une attention renouvelée envers les politiques agricoles à mettre en œuvre et les défis qui y sont associés, en particulier dans un contexte de changement climatique exerçant déjà des effets importants sur l'agriculture en Afrique. Compte tenu des multiples enjeux (alimentaires, sécuritaires, migratoires, économiques, climatiques etc…) et du besoin de mobiliser des ressources qui dépassent les capacités de financement des Etats et des partenaires de développement, les pays sont fortement demandeurs d'appuis en matière de politiques agricoles capables de relancer la croissance du secteur et l'insertion économique des populations rurales. Dans ce contexte les demandes d'appui des clients de la Banque Mondiale pour promouvoir la résilience dans le secteur de l'agriculture ont augmenté ces dernières années et devraient continuer de se développer. Les services offerts par la Banque incluent des prêts, des dons, de l'assistance technique et du conseil sur les aspects politiques.

L'Unité pour les Politiques Agricoles en Afrique (AAPU) tourne autour de trois volets principaux : (a) promouvoir des synergies à travers le Groupe de la Banque Mondiale dans l'élaboration des produits analytiques, diagnostiques et stratégiques en matière des politiques agricoles ; (b) accélérer l'engagement des services agricoles de la Région Afrique de la Banque avec des partenaires internes et externes travaillant sur des thèmes semblables, surtout ceux localisés en Afrique ; et (c) organiser et participer à des réunions pertinentes sur les thèmes étudiés, appuyer la diffusion des connaissances acquises et diffuser des informations sur les événements internes et externes qui puissent intéresser les services de la Banque. La mise à disposition d'un agent du MAAF auprès de cette unité vise à renforcer ses capacités d'action dans toutes les filières agricoles. Le poste est basé au siège de la Banque à Washington (Etats-Unis), mais implique des voyages fréquents en Afrique (de l'ordre de 2 à 3 semaines par trimestre).

FONCTIONS ET RESPONSABILITES :

Le titulaire sera placé sous l'autorité du chef de l'Unité (M. Holger Kray) et sous la direction conjointe des trois gérants des programmes agricoles de la Banque Mondiale en Afrique - M. Mark Cackler (GFA13), Mme. Dina Umali (GFA07) et M. Simeon Ehui (GFA01) ; la personne sera localisée dans le service GFA13. Ses principales missions seront :

- Participer au dialogue sur les politiques agricoles et à la coordination de l'élaboration des politiques de la Banque en matière d'agriculture en Afrique
- Interagir avec les clients et partenaires de la Banque, en particulier (i) dans le cadre des plateformes formelles et informelles ayant pour but l'accroissement de la productivité agricole durable et l'augmentation de l'investissement agricole responsable ;(ii) dans la

réalisation d'études et la rédaction de notes conceptuelles ; (iii) alerter la Banque sur les questions réclamant une attention particulière

- Appuyer la demande des pays et des bureaux de la Banque Mondiale pour l'analyse des modalités d'amélioration des politiques agricoles en Afrique (travail stratégique et analytique, suivi des opérations) ; Contribuer au travail analytique et stratégique de la Banque concernant les politiques agricoles, en partant de la demande des pays
- Accroitre la capacité d'analyse et d'intervention de l'Unité des Politiques Agricoles en Afrique (AAPU) en milieu francophone, notamment en Afrique de l'Ouest
- Contribuer à la réflexion sur la mise en place d'indicateurs de durabilité et d'indicateurs climat, notamment en matière de sols agricoles, permettant d'évaluer les projets ex-ante et ex-post ; contribuer au suivi de l'initiative « 4 pour mille : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat »
- Contribuer à la préparation de fiches internes préparées par l'Unité des Politiques Agricoles en Afrique (AAPU) et mises à la disposition des services de la Banque pour faire le point sur les politiques agricoles en vigueur dans des pays de la région Afrique, avec un accent particulier sur les pays francophones
- Collaborer avec les autres spécialistes de politiques agricoles à la Banque Mondiale pour représenter la Région Afrique sur les questions pertinentes dans les groupes thématiques et événements internes.

QUALITES REQUISES :

- Économiste ou agro-économiste doté de solides compétences analytiques, aptitude à la communication, appuyées par une liste de notes rédigées ou autres exemples d'appui aux décisions en matière d'agriculture
- Expérience solide en matière de développement en Afrique, avec expérience de terrain dans les pays en développement très souhaitable
- Compétences et connaissances reconnues dans les domaines techniques pertinents ;
- Capacité de dialogue avec des hauts fonctionnaires en Afrique et les partenaires de la Banque Mondiale
- Connaissance souhaitable du fonctionnement de la Banque Mondiale et de ses principaux partenaires (FAO, AGRA, FIDA, BAD, AfD)
- Capacité à travailler dans des équipes pluridisciplinaires
- Maîtrise de la langue anglaise (essentielle)

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08 heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Ludovic LARBORDIERE Chef du Bureau Mondialisation et Sécurité Alimentaire BMSA – DGPE : 01 49 55 48 66 ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, BMSA à Clément DE CARHEIL clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.